

Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **25 (1988)**

Heft 909

PDF erstellt am: **21.09.2024**

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

### **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*  
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, [www.library.ethz.ch](http://www.library.ethz.ch)

<http://www.e-periodica.ch>

## Haute finance et basses menaces

La révolution industrielle a provoqué les grandes concentrations urbaines sur les sites de production. Et la société post-industrielle, a priori plus libre dans ses implantations, s'épanouit à son tour dans les grandes villes, malgré la télématique et le «travail à distance».

A l'heure actuelle donc, les entreprises du tertiaire triomphant, banques et assurances en tête, veulent rester en zone densément urbanisée, si possible dans les villes-centres des agglomérations. Se sachant intéressantes sur le plan fiscal, ces sociétés posent leurs conditions. Ainsi présentement à Zurich où un groupe de travail, composé d'une dizaine de banquiers et d'assureurs, vient de faire connaître le tarif. En bref: il faut corriger les options prises par les politiciens en matière de réglementation de la construction, de politique des transports et d'approvisionnement en énergie, électrique surtout. A défaut de quoi l'avenir de la place financière zurichoïse, autant dire suisse, serait gravement mise en cause.

C'est qu'elle pèse lourd la métropole des bords de la Limmat: les 43 000 employés des services financiers représentent, avec les sociétés qui les emploient, pas moins de 31% de l'ensemble des recettes fiscales de la ville. Voilà qui donne de la force aux manœuvres d'intimidation tentées par ces messieurs de la finance zurichoïse, lesquels réclament en premier lieu une augmentation des volumes de construction autorisés et un relèvement de la limite, actuellement fixée à 7 000, du nombre de places de travail à créer. Entre 1975 et 1986, les sociétés de la place financière zurichoïse ont doublé les surfaces occupées, et devraient encore les accroître de 38% d'ici 1992, soit quelque 410 000 m<sup>2</sup> supplémentaires. Pour faire face à ces besoins accrus, l'autorité devrait ouvrir aux sociétés financières l'accès aux zones réservées pour des activités industrielles — ce

qui accroîtrait encore la prédominance tertiaire de Zurich et, partant, sa vulnérabilité.

En matière de transports, il s'agirait de ne plus songer aux seuls habitants, mais de prendre des mesures en faveur des collaborateurs pendulaires et autres clients de la périphérie, qui doivent pouvoir se rendre au centre ville soit avec des moyens de transports publics au confort amélioré, soit (de préférence) avec leur voiture, sans problème de fluidité (sus aux mesures de ralentissement de trafic!) ni de parking. Des propositions qui vont exactement en sens inverse du crédit-cadre de 42 mio soumis au peuple le 12 juin, en vue d'une diminution de 30%, en ville, du nombre des kilomètres parcourus en voiture. Des propositions qui vont à l'encontre aussi de la majorité politique. A Zurich, les préoccupations écologistes sont désormais relayées par les principaux partis, majorité des radicaux compris. L'Exécutif de la ville, composé de neuf membres, a résolulement passé au vert, notamment grâce à la socialiste Ursula Koch, élue en 1987. Cette majorité ne convient pas au «président de ville», le radical Thomas Wagner, dont le respect de la collégialité n'est pas le premier souci. Il n'a pas démenti le rôle de «mandant» que lui ont attribué les membres du groupe de travail précité; certes, le «Stapi» Wagner a bien déclaré ne pas souscrire à toutes les conclusions de leur rapport, mais sans préciser les points de désaccord. Au reste, il lui apparaît certain que l'importance nationale et internationale de la place financière zurichoïse diminuerait si «on ne parvient pas à retenir la population en ville tout en favorisant une économie saine».

Comme d'habitude avec une certaine avance sur le reste du pays, Zurich connaît actuellement une situation